

MONITEUR DES CLUBS

S'adresser pour l'administration au citoyen SONNIER, directeur-gérant ;
Pour la rédaction au citoyen CHAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 10. (Aff. unchir.)

Vivre en travaillant ou mourir en combattant

— Le citoyen Bressy, médecin, dont nous avons présenté la candidature dans notre numéro du 19, se présente pour le département de la Seine.

La garde républicaine, dont vingt-cinq hommes avaient été préposés hier à la sûreté des constructions élevées à l'Arc-de-Triomphe pour la distribution des drapeaux, a eu l'heureuse idée de faire placer à différents endroits des troncades destinées à recevoir les offrandes des curieux qui affluaient.

Il a été recueilli la somme de 161 fr. 20 c., la majeure partie en monnaie de billon, ainsi qu'une assez grande quantité de liards; c'est-à-dire que la classe indigente (pour nous servir de l'expression consacrée) avait en cette occasion, comme toujours, manifesté son dévouement à la République, car c'était sur l'autel républicain qu'elle avait voulu déposer son offrande modique comme valeur, immense comme expression de sympathie.

AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Citoyens,

La calomnie est l'arme empoisonnée au moyen de laquelle les ennemis de la République veulent ternir les dévouements éprouvés.

On veut nous faire passer, mes vieux amis et moi, pour des anarchistes, des communistes, puisque tel est à présent le mot perfide qui servira de prétexte aux plus injustes persécutions.

En présence de ces attaques, je dois protester énergiquement et ne laisser planer aucun soupçon sur la pureté de nos intentions. — Dévoués à la cause républicaine, pour laquelle nous avons combattu sous toutes les formes, nous continuerons à prêter notre concours au Gouvernement contre les réactionnaires, comme nous l'avons déjà fait en plusieurs occasions.

Nous sommes en France 33 millions d'habitants; 30 millions manquent souvent du nécessaire. Cela ne peut durer.

L'Assemblée nationale doit proclamer : 1° le droit au travail, d'où résultera nécessairement le bien-être pour tous; 2° la création d'établissements destinés aux invalides de l'industrie et de l'agriculture; 3° justice pour tous, etc.; que la responsabilité de tous les fonctionnaires publics soit réelle, et qu'ils n'oublient pas qu'ils sont les commis du peuple; que la diminution du traitement n'appelle à toutes les charges que les citoyens dévoués à la patrie.

Dans un pays de libre discussion, toutes les idées ont le droit de se produire.

La République est sous la sauvegarde de tous les bons citoyens. Si elle était menacée, nos frères se lèveraient spontanément pour la défendre contre les intrigants, les réactionnaires et les calomnieux.

J'ai exprimé sommairement, le 25 février, mes idées dans le *Programme du Peuple* et l'*Opinion d'un patriote*. Ces pièces ont été publiées par la voie des affiches et des journaux; elles avaient été communiquées à nos amis plusieurs mois avant la révolution.

Nous prions les citoyens dont on veut surprendre la religion de vouloir bien nous visiter. Nous serons heureux de les recevoir et de les éclairer à notre égard.

Union. — Droit. — Devoir.

Veillons tous!

Vive la République!
SOBRIER,
16, rue de Rivoli.

Le journal le *Représentant du Peuple* a publié ce matin, sous le titre MANŒUVRE ÉLECTORALE, l'article suivant :

« Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que les ouvriers des ateliers nationaux, au nombre d'environ soixante mille, sont convoqués dans la plaine de Saint-Maur pour demain samedi. Là, un banquet doit leur être servi. Aux frais de qui? Nous ne le savons pas encore. — Mais nous espérons que ce n'est pas aux frais de l'État. — Dans tous les cas, il paraît que la journée coûtera cher aux meneurs; car il doit être donné à chaque homme 50 sous, c'est-à-dire 10 sous de plus que les jours où ils travaillent dans les ateliers nationaux. Ceci ressemble fort à de la corruption électorale et de la pire espèce. Afin d'assurer l'exactitude des ouvriers convoqués, on ne les payera qu'au lieu du rendez-vous, dans la plaine Saint-Maur. Quels sont les candidats qui doivent leur être proposés, ou plutôt imposés : c'est ce que nous ne pouvons pas dire encore. Mais le Gouvernement provisoire, dont tous les membres sont, sans aucun doute, étrangers à cette tentative d'embaufrage, est à la recherche des courtiers électoraux qui ont imaginé cette indigne manœuvre. »

Le *Représentant du Peuple* n'avait pas reçu des informations complètes. Nous ajouterons que les ouvriers des ateliers nationaux devaient être passés en revue par les citoyens Marie, ministre des travaux publics, Armand Marrast, maire de Paris, et son digne adjoint le citoyen Buchez. La convocation avait été faite par les citoyens Emile Thomas et Jaime, directeurs des ateliers nationaux et commissaires de la République tricolore, suivant la pittoresque expression desdits commissaires. Il devait être distribué 33,000 francs aux ouvriers qui auraient été exacts au rendez-vous.

La réunion toutefois n'a pas eu lieu. Le bon sens des ouvriers a fait justice de ces manœuvres scandaleuses. Ils ont refusé de vendre leurs votes à une coterie qui emploie tous les moyens pour se maintenir au pouvoir.

ERRATUM.

Une erreur singulière s'est glissée dans notre numéro d'hier. Dans l'article *Paris*, nous avons fait appel aux penseurs de la presse et de l'Assemblée nationale. Ces mots étaient à l'adresse de tous les penseurs du journalisme et de l'Assemblée constituante, et non de deux feuilles quotidiennes portant le même nom et dont nous n'attendons pas grand profit, comme chacun sait.

On nous assure que d'infâmes manœuvres électorales rappelant exactement le procès Drouillard ont eu lieu aujourd'hui sur la place de l'Odéon. Le fait est très-grave; nous attendrons de nouveaux renseignements pour en dire davantage. Nous sommes certains que les ouvriers se respecteront assez pour repousser toute espèce de tarif de cinquante centimes et au-dessus. Quant aux acquéreurs de consciences, leur tour viendra.

D'autre part de prétendues religieuses mendiante vont, au nom de la religion, solliciter les suffrages de gens à esprit ductile. Les citoyens doivent savoir à quoi s'en tenir sur les scrupules qu'on prétendrait éveiller dans leurs consciences à l'endroit de la politique. Il s'agit aujourd'hui de faire les affaires de la France et non celle des jésuites.

Dans une réunion préparatoire des artilleurs de la deuxième batterie de la légion d'artillerie, le citoyen Rosières, ancien condamné politique, a été adopté comme candidat au grade de capitaine commandant la deuxième batterie.

Le citoyen Rosières offre à ses concitoyens toutes les garanties d'un dévouement énergique et absolu à la cause républicaine.

Le citoyen Rosières est un de ceux qui se sont distingués par la fermeté dans le procès d'avril 1834 et un des évadés de la prison de Sainte-Pélagie.

Nous recommandons particulièrement sa candidature.

Les citoyens de la Sarthe habitant Paris sont prévenus que le club de la Sarthe tient ses séances les mardi et vendredi, à 7 heures du soir, cour des Miracles.

DÉCRETS ET ARRÊTÉS CONCERNANT LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES.

Nous avons cru utile de publier le recueil de tous les décrets et arrêtés relatifs aux élections générales, afin d'éclairer tous les citoyens sur la situation.

Voici le programme :

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire de la République, voulant remettre le plus tôt possible aux mains d'un Gouvernement définitif les pouvoirs qu'il exerce dans l'intérêt et par le commandement du peuple,

Décète :

Art. 1^{er}. Les assemblées électorales de canton sont convoquées au 25 avril prochain pour élire les représentants du peuple à l'Assemblée nationale, qui doit décréter la constitution.

Art. 2. L'élection aura pour base la population.

Art. 3. Le nombre total des représentants du peuple sera de neuf cents, y compris l'Algérie et les colonies françaises.

Art. 4. Ils seront répartis entre les départements dans la proportion indiquée au tableau ci-joint.

Art. 5. Le suffrage sera direct et universel.

Art. 6. Sont électeurs tous les Français âgés de vingt-un ans, résidant dans la commune depuis six mois et non judiciairement privés ou suspendus de l'exercice des droits civiques.

Art. 7. Sont éligibles tous les Français de vingt-cinq ans, et non privés ou suspendus de l'exercice des droits civiques.

Art. 8. Le scrutin sera secret.

Art. 9. Tous les électeurs voteront au chef-lieu de leur canton, par scrutin de liste.

Chaque bulletin contiendra autant de noms qu'il y aura de représentants à élire dans le département.

Le dépouillement des suffrages se fera au chef-lieu de canton, et le recensement au département.

Nul ne pourra être nommé représentant du peuple s'il ne réunit pas 2,000 suffrages.

Art. 10. Chaque représentant du peuple recevra une indemnité de 25 fr. par jour pendant la durée de la session.

Art. 11. Une instruction du Gouvernement provisoire réglera les détails du présent décret.

Art. 12. L'Assemblée nationale constituante s'ouvrira le 20 avril.

Art. 13. Le présent décret sera immédiatement envoyé dans les départements, et publié et affiché dans toutes les communes de la République.

Fait à Paris, en conseil du Gouvernement, le 5 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux maires.

Citoyen maire,

Le Gouvernement nouveau impose à tous les citoyens un grand et facile devoir, celui de s'unir dans une pensée commune de patriotisme et de fraternité, de travailler franchement à la constitution d'un état social qui garantisse à tous et à chacun le bonheur, la sécurité, le libre exercice de ses facultés naturelles.

La République est de toutes les organisations politiques celle qui se prête le mieux à la réalisation complète et pacifique de cet avenir. Elle est le gouvernement du peuple par le peuple, la nation faisant elle-même ses affaires, choisissant, pour les mettre à sa tête, les hommes les plus éclairés, les plus fermes, les plus vertueux.

Dans les monarchies, le prince a des intérêts constamment opposés à ceux de ses sujets. Fût-il animé des meilleures intentions, il est toujours obligé de se faire des créatures qui le soutiennent; fût-il sage, éclairé, il ne peut faire aucun bien véritable, car il est trompé par des flatteurs qui lui cachent les besoins du peuple. Qu'est-ce donc quand il a de mauvais penchants? quand il est égoïste, avare, familiarisé au mensonge, insensible aux souffrances publiques, indifférent à la dignité nationale? Alors il s'entoure de ministres faibles et corrompus. Il les façonne au mal; il s'en sert pour abaisser le pays, accaparer ses richesses, confisquer ses libertés. Il sème partout la division; il cherche à séduire l'armée, c'est-à-dire le peuple, pour écraser le peuple. Mais un jour il est si provoquant, si audacieux, que la nation s'indigne et brise sa couronne.

Une telle forme de gouvernement est un danger permanent pour la paix publique. Grâce à Dieu, elle n'est plus possible en France. Chacun y comprend qu'il n'y a pas d'hommes privilégiés naissant les maîtres du pays, pouvant se gorger d'or, tandis que des milliers de citoyens souffrent. Il ne peut y avoir de chef que ceux qui sont dignes de commander. Le peuple les connaît, c'est à lui de les choisir.

Appeler tous les habitants d'une même patrie à nommer leurs magistrats; imposer à ceux-ci l'obligation d'être justes et modérés et de s'occuper sans relâche du sort du peuple; faire circuler l'argent dans les campagnes au moyen de bonnes lois de crédit; associer les travailleurs aux bénéfices des capitalistes; apprendre à tous les hommes qu'ils sont frères, les initier tous au bienfait de l'éducation; amener entre eux une répartition de richesses proportionnée à l'intelligence et à l'activité; assurer à tous le travail et le bien-être : voilà la République. Quel est celui d'entre nous qui ne sera pas fier d'appartenir à une nation assez forte, assez éclairée pour choisir cette forme de gouvernement?

Pénétrez-vous de ces vérités, citoyen maire, expliquez-les à vos administrés. Dites-leur bien que la République ne persécute personne : elle honore tous les cultes, elle respecte les opinions, elle augmente la prospérité et garantit la liberté de chacun. Elle n'est impitoyable que vis-à-vis des fripons et des égoïstes. Mais qui l'en accusera? Leur règne a été assez long; il est temps que celui des honnêtes gens commence et s'affermisse.

Le Gouvernement compte sur votre concours; c'est avec l'aide des hommes de cœur qu'il s'établira solidement. Quand il sera bien compris, il aura tout le monde pour lui, car il n'a d'autre intérêt que le bonheur de tous.

Salut et fraternité.

*Le membre du Gouvernement provisoire,
ministre de l'intérieur,
LEDRU-ROLLIN.*

Instruction du Gouvernement provisoire pour l'exécution du décret du 5 mars 1848, relatif aux élections générales.

I. CONFECTION DES LISTES ÉLECTORALES.

1. Les maires réuniront immédiatement les conseillers municipaux pour s'occuper sans aucun retard de la confection de la liste des électeurs appartenant à leurs communes respectives.

Ils consulteront pour la dresser les précédentes listes électorales ayant servi aux élections de tous les degrés; les tableaux du dénombrement de la population, ceux du recrutement et les contrôles de la garde nationale, ainsi que les registres de l'état civil.

Conditions d'inscription des électeurs.

AGE.

2. Il ne sera besoin de faire de vérifications, quant à l'âge de vingt et un ans, que lorsqu'il pourra s'élever quelque doute à cet égard. Les jeunes citoyens qui ne s-raient pas nés dans la commune produiront les papiers indiquant l'époque de leur naissance.

NATIONALITÉ.

3. La condition d'être né ou naturalisé Français peut se justifier, soit par la possession résultant de votes antérieurs, soit par la représentation des actes de naturalisation délivrés par les gouvernements précédents, lettres d'avis ou autres actes officiels.

INCAPACITÉS.

4. Le droit d'élire les représentants du peuple est le premier des droits civiques. Ces droits n'appartiennent plus à celui qui a perdu la qualité de Français par la naturalisation en pays étranger.

Les droits de citoyen peuvent se perdre ou être suspendus par des décisions judiciaires, savoir :

Les condamnations à des peines afflictives ou infamantes. Cet état d'incapacité cesse quand il y a eu réhabilitation.

Les arrêts portant renvoi devant les cours d'assises.

Les condamnations à des peines correctionnelles, lorsque le tribunal a ajouté à ces peines l'interdiction des droits de vote et d'être juré, témoin, etc.

Les jugements qui ont prononcé, à titre de peine, la surveillance de la haute police.

Les jugements portant déclaration de faillite, non suivis de concordat.

Ne pourront non plus exercer le droit de vote, les interdits ni ceux qui seront retenus pour cause de démenie dans une maison d'aliénés.

Les autres incapacités qui existaient d'après les lois antérieures ne forment point obstacle à l'inscription sur les listes d'électeurs.

RÉSIDENTE.

5. Pour être inscrits comme électeurs dans une commune, il faut y avoir une résidence de six mois.

Toutes les dispositions antérieures, relatives au domicile politique séparé du domicile réel, sont abrogées.

Les citoyens qui, depuis moins de six mois, ont changé de résidence, seront admis à se faire inscrire dans la commune où ils résidaient précédemment.

Néanmoins si, à raison de l'éloignement, un citoyen ne pouvait, sans dommage ou sans inconvénient pour sa santé, ses affaires, ses moyens d'existence, se rendre dans un autre département qu'il a quitté depuis peu de temps, il pourra, d'après sa demande, être inscrit sur la liste des électeurs de la commune où il vient de s'établir.

A l'égard des citoyens qui, à raison de leurs affaires, commerce, industrie ou travail, habiteraient pendant le cours de l'année dans plusieurs communes, ils pourront être admis, sur leur demande, à se faire inscrire comme électeurs dans la commune qu'ils auront choisie, pourvu qu'ils en aient fait la déclaration tant à la mairie de la commune où ils habitent actuellement que dans celle où ils demandent à voter.

6. Nul ne pourra voter en deux assemblées électorales différentes.

7. Tout citoyen appartenant aux armées de terre ou de mer, qui sera en congé, devra être inscrit au lieu de son domicile.

Les citoyens en activité de service sont admis, dans leurs garnisons respectives ou dans les ports et arsenaux,

naux, à participer à l'élection, selon les dispositions de l'art. 57 ci-après.

Forme des listes.

8. La liste des électeurs sera dressée par ordre alphabétique.

Dans les villes qui comprennent plusieurs cantons, il sera dressé autant de listes qu'il y a de cantons.

Dans les communes urbaines, la liste indiquera les noms, âge, profession et demeure des électeurs.

Dans les communes rurales, cette forme et ces détails pourront être simplifiés, de manière toutefois à éviter la confusion à l'égard des citoyens qui porteraient les mêmes noms et prénoms.

Publication et réclamations.

9. La liste sera close au plus tard le 26 mars prochain, et déposée pendant cinq jours à la mairie. Le maire fera connaître, par voie d'affiche, que, pendant cet espace de temps, chaque citoyen pourra en prendre communication, sans déplacement.

Les réclamations qui seraient formées par des citoyens contre l'omission de leur nom, seront jugées sommairement, en conseil municipal, par le maire, qui fera, s'il y a lieu, les rectifications nécessaires.

Les réclamations ultérieures seront adressées au conseil municipal du chef-lieu de canton.

Envoi des listes au maire du chef-lieu de canton.

10. Le sixième jour, la liste, définitivement close, sera envoyée au maire du chef-lieu de canton pour servir à l'appel des électeurs.

Le conseil municipal du chef-lieu de canton statuera sur les réclamations, et y compris le 8 avril, sur les réclamations qui lui seraient adressées sur la teneur des listes.

II. OPÉRATIONS DES ASSEMBLÉES ÉLECTORALES.

11. Le maire du chef-lieu de canton, à mesure qu'il recevra les listes des communes, les fera transcrire dans la forme des listes d'inscription de votants, qui étaient dressées précédemment pour les élections au conseil général.

Ces listes, en nombre égal à celui des communes du canton, serviront à l'appel et à l'inscription des votants.

12. Le maire fera disposer la salle d'élection suivant qu'il sera expliqué ci-dessous.

13. Lors de la clôture des listes, et trois jours avant la réunion, les électeurs de chaque commune seront avertis, par tous les moyens de publicité qui sont au pouvoir des maires, de se rendre, ainsi que c'est leur droit et leur devoir, à l'assemblée électorale du canton pour prendre part à l'élection des représentants du peuple.

14. Il sera délivré à chaque électeur une carte ou un billet portant :

N...., électeur,
à N.... (nom de la commune),
avec la signature du maire.

Actes à donner aux électeurs, et disposition des locaux.

15. Un arrêté du commissaire du département, affiché dans toutes les communes, fera connaître que les électeurs sont convoqués pour le 9 avril dans les chefs-lieux de canton, à l'effet d'élire le nombre de représentants indiqué par le décret du 5 mars, et que ces représentants pourront être choisis, sans aucune condition de cens ni de domicile, parmi tous les électeurs âgés de vingt-cinq ans et non judiciairement interdits ou suspendus des droits civiques.

16. Un avis publié par le maire du chef-lieu de canton informera les électeurs que le scrutin s'ouvrira le 9 avril, à sept heures du matin ; qu'en appellera d'abord les électeurs de la commune chef-lieu, et successivement ceux des autres communes, selon tel ordre déterminé, en commençant par les communes les plus éloignées.

17. Des dispositions seront prises pour que les électeurs des diverses communes puissent entrer et sortir avec ordre et pour qu'ils puissent émettre leur vote avec la plus entière liberté.

Composition du bureau.

18. Le bureau sera présidé par le juge de paix du canton ; à son défaut, par ses suppléants. Les scrutateurs, au nombre de dix, seront pris parmi les premiers conseillers municipaux, selon l'ordre du tableau. Les président et scrutateurs choisiront le secrétaire.

Dans les villes qui renferment cinq ou six cantons, le nombre des scrutateurs sera complété, s'il y a lieu, par des citoyens que le conseil municipal désignera.

19. La police de chaque assemblée électorale appartient au président. Nulle force armée ne peut, sans sa demande, être placée dans le lieu ou aux abords de la salle.

Inscription et dépôt des bulletins.

20. Le vote sera secret ; mais, à raison du nombre considérable d'électeurs, les bulletins pourront n'être pas écrits dans la salle et en présence du bureau.

Chaque électeur pourra apporter le sien, après l'avoir écrit ou fait écrire en dehors de l'assemblée, et après avoir pris soin de le fermer.

21. Le président, en le recevant et avant de le déposer dans la boîte du scrutin, s'assurera que ce bulletin n'en renferme pas d'autre.

22. Chaque bulletin doit contenir autant de noms qu'il y a de représentants à élire dans le département. Des affiches placées dans la salle et au dehors rappelleront ce devoir aux électeurs, ainsi que les conditions d'éligibilité.

23. Les électeurs, accompagnés du maire, entreront successivement dans la salle par ordre de communes. Ils déposeront leurs bulletins dès que leurs noms seront appelés.

24. A mesure que chaque électeur déposera son vote, un des scrutateurs le constatera en inscrivant son propre nom ou son paraphe en regard du nom du votant.

25. Les maires des différentes communes prendront tour à tour place au bureau ; ils auront voix consultative en cas de réclamations.

Durée et clôture du scrutin.

26. Le scrutin ne pourra être prolongé au-delà de dix heures du soir.

Si l'appel et le réappel ne sont pas terminés le 9 avril à ladite heure, la boîte du scrutin sera fermée et scellée, puis déposée sous clef à la mairie. Le scrutin sera continué le lendemain.

27. Quand l'appel de tous les électeurs par commune sera terminé, il sera procédé à un réappel de tous les électeurs qui n'auront pas voté.

Dépouillement des bulletins.

28. Une heure après le réappel, le scrutin sera clos, et le bureau procédera au dépouillement de la manière suivante :

29. Il comptera les bulletins trouvés dans la boîte et en comparera le nombre avec celui des votants, constaté par les feuilles d'inscription, sans qu'il soit besoin de recommencer l'opération pour quelques légères différences qui proviennent le plus souvent d'omissions faites par les scrutateurs sur la feuille d'inscription des votants.

30. Après la constatation du nombre des bulletins déposés, le président fera procéder au dépouillement.

A cet effet et pour accélérer l'opération, la masse des bulletins sera distribuée en groupes qui seront dépouillés sur des tables séparées. Il sera bon d'en préparer un grand nombre. Le bureau désignera, parmi les électeurs présents et qui accepteront cette mission, des scrutateurs supplémentaires en nombre suffisant pour qu'il y en ait quatre à chaque table de dépouillement.

31. Si un bulletin contenait plus de noms qu'il y a de représentants à élire, les scrutateurs ne tiendraient pas compte des derniers noms inscrits qui excéderaient ce nombre.

32. Le bureau décidera provisoirement toutes les difficultés qui s'élèveraient concernant les opérations de l'assemblée électorale.

33. Après la proclamation du résultat du scrutin, les bulletins non contestés seront brûlés.

Recensement général des votes.

34. Le procès-verbal de chaque assemblée de canton sera porté au chef-lieu du département par le président et le secrétaire, ou par deux membres choisis par le bureau.

35. Le recensement général des votes de tous les cantons se fera à l'hôtel de ville du chef-lieu du département, en séance publique, et en présence des délégués du bureau de chaque assemblée cantonale.

36. Le bureau central chargé du recensement général des votes sera présidé par le président de l'assemblée électorale du chef-lieu, ou par le doyen d'âge des présidents s'il y a eu plusieurs assemblées cantonales dans cette ville. Il sera assisté par les délégués des assemblées cantonales du département.

Vote des militaires en activité de service.

37. Les électeurs militaires en activité de service seront avertis par leur chef immédiat, aussitôt après la publication du décret du 5 mars et de la présente instruction, du droit qu'ils ont de participer à l'élection générale comme les autres citoyens, et du nombre de représentants attribué à leurs départements respectifs.

Ces militaires se réuniront en autant de sections qu'il y aura parmi eux de citoyens appartenant au même département, sous la présidence du chef le plus élevé en grade, qui sera assisté de quatre scrutateurs, dont deux pris parmi les plus âgés, et deux parmi les plus jeunes sous-officiers et soldats présents.

38. Le président avertira les électeurs militaires de réfléchir sérieusement à l'acte de citoyen qu'ils vont accomplir ; il les engagera à émettre leur vote secrètement, en toute conscience et en toute liberté. Chacun d'eux écrira ou fera écrire son bulletin et le remettra au président. Les bulletins seront dépouillés, séance tenante, en leur présence, et le résultat des votes sera consigné dans un procès-verbal qui sera adressé par le président du bureau, le 30 mars au plus tard, au commissaire du département auquel appartiendront les votes.

Ce résultat sera compris dans le recensement général des votes du département.

Proclamation du résultat définitif du scrutin.

39. Après le recensement des votes, le président du bureau central et départemental proclamera *représentants du peuple*, pour le nombre fixé par le décret du 5 mars, les candidats qui auront obtenu le plus de voix selon l'ordre de la majorité relative, pourvu toutefois qu'ils aient réunis 2,000 voix au moins.

40. Si le nombre de représentants attribué à chaque département n'est pas atteint, il sera procédé à des élections supplémentaires huit jours après, et dans les formes indiquées ci-dessus.

Vérifications des pouvoirs des représentants de l'Assemblée nationale.

41. L'Assemblée nationale statuera sur la vérification des pouvoirs de ses membres, ainsi que sur les options, les démissions et autres points qui toucheraient à sa constitution complémentaire et définitive.

Élections de Paris.

42. A Paris, les arrondissements représentant les cantons seront divisés, pour la commodité et la promptitude de l'opération, en sections proportionnelles au nombre des électeurs.

Les sections seront présidées par les maires, adjoints ou délégués de la mairie. Les six scrutateurs seront pris, dans chaque section, parmi les plus âgés et les plus jeunes des électeurs présents.

Les réclamations prévues aux art. 9 et 10, concernant les listes d'électeurs, seront décidées sommairement par le maire de chaque arrondissement, assisté de ses adjoints.

Les électeurs de Paris seront spécialement avertis, par affiches, qu'ils ont à porter sur leur bulletin trente-quatre noms, nombre égal à celui qui est attribué par le décret du 5 mars dernier au département de la Seine.

Le dépouillement des votes se fera dans chaque section, et le recensement général au bureau central de l'hôtel de ville.

Élections dans l'Algérie et dans les colonies.

43. Les quatre représentants attribués à l'Algérie seront élus selon la forme qui sera établie par une instruction ultérieure.

44. L'Assemblée nationale déterminera le mode d'après lequel l'élection des représentants aura lieu dans les colonies.

45. La présente instruction aura la même force que le décret du 5 mars dernier.

Fait à Paris, en conseil du gouvernement, le huit mars mil huit cent quarante-huit.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Circulaire du ministre de l'intérieur, portant instructions sur les opérations préparatoires relatives à la tenue des assemblées électorales.

Paris, le 6 avril 1848.

Citoyen commissaire, je vous transmets la première partie des instructions annoncées dans ma circulaire du 12 mars, n° 7, au sujet des élections à l'Assemblée nationale constituante. Elle concerne les opérations qui doivent être faites par les maires des communes, par ceux des chefs-lieux de canton et par les commissaires chargés de l'administration des départements, pour préparer les opérations des assemblées électorales. Je vous adresserai, d'ici à quelques jours, la seconde partie, comprenant les instructions sur les formes qui devront être suivies pour la tenue de ces assemblées.

Publication d'avis successifs à donner aux électeurs.

L'art. 15 de l'instruction du 8 mars prescrivait à tous les maires de publier, lors de la clôture des listes, et trois jours avant la convocation, un avis aux électeurs de leur commune pour les avertir de se rendre, le dimanche 9 avril, à l'assemblée électorale qui se tiendrait au chef-lieu du canton. Ces deux avis, qui devaient correspondre au 1^{er} et au 6 avril, se réduisent, par suite du changement de l'époque de la clôture des listes, à un seul qui sera publié le 20 avril.

Il sera précédé de deux autres publications mentionnées aux articles 15 et 16 de l'instruction du 8 mars : l'une du commissaire du département, l'autre du maire du chef-lieu de canton.

L'arrêté du commissaire chargé de l'administration du département (art. 15) rappellera que les électeurs sont convoqués pour le 23 avril ; indiquera le nombre de représentants attribué au département, ainsi que les conditions d'éligibilité ; enfin, fera connaître, *autant que possible*, les locaux dans lesquels se tiendront les assemblées de canton (1). Cet arrêté, qui devra être affiché dans toutes les communes, sera publié vers le 15 avril.

L'avis du maire du chef-lieu de canton (art. 16) rappellera ou désignera, pour la première fois, le local de l'assemblée électorale et indiquera l'ordre dans lequel les électeurs des diverses communes seront appelés à voter. Cet avis devra être affiché dans toutes les communes du canton, de trois à cinq jours avant la réunion, c'est-à-dire du 18 au 20. Il serait utile de le faire placarder en plusieurs endroits d'une même commune, suivant son étendue, et d'en laisser un ou plusieurs exemplaires en dépôt à la mairie (2).

L'avis donné le 20 avril par le maire de chaque commune (art. 15) recommandera aux électeurs de se rendre, ainsi que c'est leur droit et leur devoir, à l'assemblée électorale du canton pour prendre part à l'élection des représentants du peuple. Le maire aura recours, pour le répandre, à tous les moyens de publicité en son pouvoir, tels qu'affiches, lecture après appel au son de la caisse, etc.

Ordre dans lequel les électeurs seront appelés à voter.

L'article 16 de l'instruction du 8 mars porte que les électeurs de la commune chef-lieu de canton seront appelés les premiers à voter. Cette disposition a pour motifs qu'il leur est plus facile qu'à d'autres de se trouver à sept heures du matin au lieu de la réunion, et qu'après avoir rempli leur devoir de citoyens, ils pourront dans le courant de la journée être tout entiers aux soins qu'amènera pour beaucoup d'entre eux l'arrivée des électeurs des communes voisines.

Suivant le même article, les électeurs des autres communes doivent être appelés en commençant par ceux des communes les plus éloignées. Cette prescription ne doit pas s'entendre d'une manière absolue. Et si les communes les plus éloignées sont à une distance telle que le voyage exige quelques heures, il conviendrait de faire voter avant elles des communes situées à une distance intermédiaire et dont les habitants pourraient arriver, par exemple, en deux heures, tandis que ceux des communes les plus éloignées mettraient trois ou quatre heures pour arriver au chef-lieu.

Dans les cantons qui comprennent toute une ville ou une portion considérable d'une ville et quelques communes rurales, il serait préférable de commencer l'appel par les électeurs de ces communes rurales et de les terminer par ceux de la ville.

(A la suite d'observations développées et de calculs sur les nombres présumés d'électeurs qui pourraient voter en un jour, suivant que le scrutin serait fermé le soir même ou continué le lendemain et même le troisième jour, et sur la répartition entre ces diverses journées des communes appelées successivement à voter, la circulaire continue en ces termes :)

Telles étaient les combinaisons qui avaient paru devoir être adoptées dans l'hypothèse où les assemblées se seraient réunies le dimanche 9 avril. Mais la remise au 25 est de nature à y faire apporter des modifications. En reportant la réunion au dimanche de Pâques, le Gouvernement n'a pas pensé qu'elle fût inconciliable avec la solennité de ce jour, attendu qu'une partie des électeurs pourrait se rendre aux assemblées après les heures des offices divins, et que, d'autre part, dans certaines communes, les heures des offices pourraient être avancées par l'autorité ecclésiastique. C'était d'ailleurs une garantie qu'on voulait donner contre la possibilité de toute pensée de se servir des églises pour un autre objet que les cérémonies du culte.

Cependant, afin que les devoirs civiques et les devoirs religieux puissent respectivement s'exercer dans toute leur plénitude et leur indépendance, il convient

(1) Il peut arriver, en effet, qu'au moment de la publication de cet arrêté, le choix des locaux n'ait pas été déterminé définitivement pour tous les cantons.

(2) Dans les villes subdivisées en plusieurs cantons, et où il y a un grand nombre d'électeurs, il serait utile que les électeurs fussent groupés par quartiers ou îles de maisons, en subdivisions analogues à celles qui se composent de communes dans les cantons ruraux. A cet effet, la liste du canton serait divisée par quartiers, et un avis placardé annoncerait d'avance que les subdivisions seraient appelées dans tel ordre déterminé.

drat, dans tous les cantons, de réduire au-dessous des limites indiquées ci-dessus le nombre des électeurs appelés à voter le 25, et de porter à deux jours (23 et 24) la durée des assemblées qui, sans cette coïncidence, auraient pu terminer le scrutin en un seul jour. A cet effet, le scrutin des cantons ayant une population de 8,000 âmes et au-dessous serait prolongé, de manière que les électeurs qui n'auraient pas voté le 25 pourraient venir voter dans la matinée du 24. Semblablement les assemblées des cantons ayant de 8,000 à 10,000 habitants fermeraient le scrutin le 24 à trois heures; et les scrutins des cantons de 12,000 à 15,000 habitants, qui auraient employé, suivant le tableau ci-dessus, les deux journées du 23 et du 24, seraient prolongés jusqu'au 25 à midi, et ceux des cantons de 16,000 habitants, le 25 jusqu'à trois heures.

L'indication précise de l'heure de la fermeture du scrutin pour chaque jour de séance de l'assemblée devra être donnée dans l'arrêté du maire du chef-lieu de canton, mentionné ci-dessus.

Devoirs des maires des diverses communes.

Vers le milieu du mois d'avril, les maires prépareront des cartes ou billets portant les indications suivantes :

N... électeur
à N... (nom de la commune).

Au dessous seront la signature du maire et le cachet de la mairie.

Les cartes seront délivrées par le maire à chaque électeur. Il devra les informer par son avis, publié le 20 avril, qu'ils peuvent venir les prendre à la mairie.

Il sera bon que le commissaire du département fasse préparer d'avance des bulletins assez grands pour recevoir, en grosse écriture, un nombre de noms égal à celui des représentants à élire dans le département. Ces bulletins seront en papier fort et assez épais pour ne pas être froissés. Une série de numéros, 1, 2, 3, etc., imprimés au-dessous l'un de l'autre, indiquera ce nombre, et des lignes horizontales imprimées à la suite des numéros marqueront l'espace où chaque nom devra être écrit.

Ces bulletins envoyés aux maires de chaque commune, en nombre un peu supérieur à celui des électeurs de la commune, seront mis à leur disposition s'ils le désirent, et leur seront délivrés pour qu'ils puissent les remplir de leur main ou les faire remplir par une autre personne avant leur départ pour l'assemblée électorale.

Mais l'emploi de ce papier est purement facultatif, ainsi que le choix, du moment où les électeurs jugeront devoir entendre ou faire écrire les noms des candidats qu'ils entendent envoyer à l'Assemblée nationale. Ils sont libres d'écrire ou de faire écrire leur vote sur un autre papier, soit dans leur commune, soit au chef-lieu du canton, avant d'entrer dans la salle d'assemblée, ou de le faire écrire dans l'une ou l'autre commune sur le bulletin préparé que le maire leur aurait délivré; soit arrivés au chef-lieu de canton, d'y demander un de ces bulletins, dont il devra y avoir un dépôt, et de le remplir ou de le faire remplir.

Ils peuvent aussi se servir de bulletins comprenant des noms imprimés ou lithographiés (avis, en date du 4 avril, concernant les élections de Paris, publié par le Gouvernement provisoire).

A cet effet, chaque maire apportera avec lui les bulletins qu'il n'aura pas distribués et les déposera au local qu'aura désigné le maire du chef-lieu, et qui devra être situé dans le voisinage de la salle d'assemblée.

En outre, le commissaire devra faire déposer comme supplément un certain nombre de ces bulletins au chef-lieu du canton.

L'avis publié par le maire de chaque commune le 20 avril fera connaître qu'il tient à la disposition des électeurs les bulletins dont il vient d'être parlé.

L'avis publié, du 18 au 25 avril, par le maire du chef-lieu de canton, donnera l'indication du local où les électeurs pourront demander des bulletins pour les remplir ou les faire remplir avant d'entrer dans la salle d'assemblée.

Le maire de chaque commune devra, en outre, apporter la liste qu'il aura arrêtée le 20 avril, ou la liste primitive avec le tableau de rectification arrêté à cette époque. (Voyez la circulaire du 12 mars.)

Devoirs particuliers des maires des chefs-lieux de canton et des maires des communes chefs-lieux de section.

Les maires des chefs-lieux de canton devront, à mesure qu'ils recevront les listes des électeurs par commune, préparer les listes d'appel ou feuilles d'inscription des votants.

Il en devra être dressé une pour chaque commune, puisque c'est par commune que les électeurs seront appelés à voter.

Les maires des chefs-lieux devront apporter le plus grand soin à la confection de ces listes, et collationner deux fois leur travail avec les minutes envoyées par les maires des diverses communes.

Les feuilles d'inscription seront disposées dans la forme de celles qui étaient dressées précédemment pour les élections au conseil d'arrondissement par les assemblées cantonales, en exécution de la loi du 22 juin 1835.

Ce modèle contient une colonne en blanc pour inscrire les noms des scrutateurs.

Il faudra laisser, à la suite de la quatrième colonne, assez d'espace pour l'hypothèse, prévue par l'art. 40 de l'instruction du 8 mars, où il faudrait procéder à des élections supplémentaires afin de compléter le nombre des représentants. Alors cet espace recevrait les signatures des membres du bureau pour constater les votes au scrutin qui aurait lieu vers le 1^{er} mai.

Si, à raison de l'arrivée tardive de quelques listes communales, de la brièveté de temps qui s'écoulera entre leur arrivée et le moment de l'élection, ou du grand nombre de noms à transcrire, le maire du chef-lieu de canton ne pouvait dresser des feuilles d'inscription pour certaines communes, il faudrait se servir des listes elles-mêmes sur lesquelles les votes seraient constatés par un paraphe seulement. Vous pourriez, dans cette prévision, recommander aux maires de ménager sur un des côtés de la liste assez d'espace pour que le scrutateur puisse apposer son paraphe en regard du nom du votant.

Le maire du chef-lieu de canton fera préparer la salle d'assemblée destinée à recevoir successivement les électeurs des diverses communes. Il est désirable que cette salle soit spacieuse, qu'elle soit, s'il est pos-

sible, située au rez-de-chaussée et qu'elle ait deux issues. Pour éviter l'encombrement, les barrières pourraient être placées en avant de la porte d'entrée, afin de former une sorte de couloir dans lequel s'engageraient les électeurs, qui arriveraient ainsi sans confusion dans la salle.

On pourrait se servir, dans certaines communes, d'une halle publique couverte, qui serait entourée de toutes parts de barrières pour n'en permettre l'accès qu'aux seuls électeurs.

Lorsqu'il faudra recourir à l'usage d'un local qui ne serait pas une propriété publique, le prix de location sera acquitté sur le budget départemental.

Une ou plusieurs boîtes seront placées sur la table du bureau pour le cas où le grand nombre de bulletins ne permettrait pas qu'ils fussent tous dans une même boîte. Quand l'une serait remplie, les nouveaux bulletins seraient déposés dans une autre. Il sera, en outre, tenu à la disposition du bureau plusieurs tables avec des sièges ou bancs pour quatre scrutateurs supplémentaires placés à chacune d'elles et qui assisteront le bureau dans le dépouillement des bulletins. (Instruction du 8 mars, art. 50.)

Il suffirait de placer ces tables et sièges dans la salle après la clôture du scrutin et au moment de commencer le dépouillement.

Il devra être placé plusieurs factionnaires pris dans la garde nationale de la commune chef-lieu de canton. Ceux qui se trouveraient en faction pendant l'appel des électeurs de cette commune voteront après tous les autres et à la fin de l'appel, et seront relevés à cet effet.

Dans les cantons partagés en section, dont une ou plusieurs seraient convoquées hors du chef-lieu (circulaire du 30 mars), les soins indiqués ci-dessus seraient remplis également par les maires des communes chefs-lieux de section.

Je vous recommande, citoyen commissaire, de donner aux maires de toutes les communes et à ceux des chefs-lieux de canton et de section, les instructions et les explications résultant des détails dans lesquels je viens d'entrer. Et je vous invite à vous occuper sans retard des soins qui vous sont attribués pour les travaux préparatoires de la réunion des assemblées électorales.

Veillez m'accuser réception de la présente circulaire, Salut et fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire,
ministre de l'intérieur,
LEDRU-ROLLIN.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux commissaires généraux de département.

7 avril.

Citoyen commissaire,

Nous touchons aux élections; encore quelques jours et le peuple français tout entier, usant de sa souveraineté si glorieusement reconquise, proclamera les noms de ses mandataires. A la veille de ce grand acte de sa toute puissance, il est utile que le Gouvernement né de la révolution, chargé de conserver intacte et pure la victoire populaire, expose une dernière fois sa pensée à ceux qui le représentent et le défendent sur toute la surface de la République.

Déjà je vous l'ai dit : des élections dépend l'avenir du pays. Sincèrement républicaines, elles lui ouvrent une ère brillante de progrès et de paix; réactionnaires ou même douteuses, elles le condamnent à de terribles déchirements. Votre constant effort a donc été, doit être encore d'envoyer à l'Assemblée nationale des hommes honnêtes, courageux et dévoués jusqu'à la mort à la cause du peuple.

Mais ici se présente une question que les partis ont dénaturée, et sur laquelle il convient de s'expliquer sans faiblesse et sans réticence. Le temps des ruses et des fléions est passé : nous sommes assez forts pour être vrais.

Le gouvernement doit-il agir sur les élections ou se borner à en surveiller la régularité?

Je n'hésite pas à répondre que, sous peine d'abdiquer ou même de trahir, le gouvernement ne peut se réduire à enregistrer des procès-verbaux et à compter des voix; il doit éclairer la France et travailler ouvertement à déjouer les intrigues de la contre-révolution, si, par impossible, elle ose relever la tête.

Est-ce à dire que nous imitions les fautes de ceux que nous avons combattus et renversés? Loin de là. Ils dominaient par la corruption et le mensonge, nous voulons faire triompher la vérité; ils caressaient l'égoïsme, nous faisons appel aux sentiments généreux; ils étouffaient l'indépendance, nous lui donnons un libre essor; ils achetaient les consciences, nous les affranchissons. Qu'y a-t-il de commun entre eux et nous?

Mais c'est précisément parce que leurs odieuses pratiques ont profondément altéré les mœurs des classes officielles qu'il est nécessaire de parler haut et ferme et de détruire les semences d'erreur et de calomnie répandues par eux si longtemps.

Quoi! nous sommes libres d'hier, il y a quelques semaines encore nous subissions une loi qui nous ordonnait avec amende et prison de n'adorer, de ne servir, de ne nommer que la monarchie; la République était partout représentée comme un symbole de spoliation, de pillage, de meurtres, et nous n'aurions pas le droit d'avertir la nation qu'on l'avait égarée! nous n'aurions pas le droit de nous mettre perpétuellement en communication avec elle pour lui ouvrir les yeux! Hommes publics sans prévoyance et sans foi politique, nous laisserions insulter notre drapeau! nous nous exposerions à l'ensanglantement dans une guerre civile pour n'avoir pas osé le déployer librement!

Non, nous ne méconnaîtrons pas à ce point notre devoir. Apôtres de la Révolution, nous la défendrons par nos actes, nos paroles, nos enseignements. Vigilants et résolus contre ses ennemis, nous lui conquerrons des partisans en la faisant connaître. Ceux-là seuls qui ne la comprennent pas peuvent la redouter.

Ces principes, citoyen commissaire, tracent la ligne de votre conduite. S'il vous était possible de vous multiplier, d'être partout à la fois, de mettre à chaque heure votre pensée en contact avec la pensée publique, vous ne feriez rien de trop. Digne missionnaire des idées nouvelles auxquelles le monde appartient, vous prépareriez leur pacifique accomplissement. Ce qu'il y

a de praticable dans cette laborieuse tâche doit être accompli par vous, par vos amis, par vos écrits, par vos discours; répandez la lumière à flots. Qu'à tous les yeux brille dans son éclat majestueux la grande et noble figure de la République régénérant l'humanité par sa puissance morale, effaçant les distinctions de classes, appelant tous les citoyens à la réalisation politique du dogme de la fraternité, dégageant le travail et l'intelligence des entraves qui l'étouffent, faisant enfin de notre admirable France la plus libre, la plus heureuse, la plus forte des nations!

Ainsi s'exercera votre influence. L'intimidation et la violence provoquent les révoltes; la corruption dégrade et ruine le pouvoir; l'enseignement viril est la seule arme dont puissent se servir les chefs révolutionnaires du peuple; elle leur suffit pour triompher de toutes les résistances.

Mais, afin que cet enseignement soit fécond, puisez vos inspirations aux sources vraiment populaires. Que partout des réunions soient organisées; que chacun, même le plus humble, soit mis en demeure d'y produire sa pensée. Dieu, qui seul a connu si longtemps les misères du peuple, seul aussi connaît les trésors de bon sens et de moralité que recèlent les masses; brisez la conche épaisse qui les enfouit encore.

Ainsi profondément et pacifiquement remué, le pays, malgré le peu de temps qui lui a été laissé pour se recueillir et se reconnaître, pourra distinguer ceux qui méritent l'insigne honneur de le représenter. Dans toutes les occasions où vous serez appelé à le guider, pénétrez-vous de cette vérité que nous marchons à l'anarchie si les portes de l'Assemblée sont ouvertes à des hommes d'une moralité et d'un républicanisme équivoques.

Ceux qui ont adopté l'ancienne dynastie et ses trahisons, ceux qui limitaient leurs espérances à d'insignifiantes réformes électorales, ceux qui prétendaient venger les mânes des héros de février en courbant le front glorieux de la France sous la main d'un enfant, ceux-là peuvent-ils être les élus du peuple victorieux et souverain, les instruments de la Révolution?

Votre conscience a répondu : « Quelle confiance peuvent-ils inspirer, ceux dont le cœur ne s'est point ouvert aux souffrances du peuple, et dont l'esprit a si longtemps méconnu ses vœux et ses besoins? »

Ne regardaient-ils pas eux-mêmes comme un défi à la Révolution que des hommes qui ont attaqué, calomnié la Révolution, devinssent aujourd'hui les organisateurs de la constitution républicaine?

Eh bien, puisque le choc impétueux des événements leur a subitement dessillé les yeux, soit, qu'ils entrent dans nos rangs, mais qu'ils n'aspirent ni à nous commander ni à nous conduire. Qu'ils marchent à l'ombre du drapeau du peuple, mais qu'ils ne songent pas à le porter. A la moindre secousse, leur âme se troublerait, et revenant malgré eux aux convictions de toute leur vie, ils affaibliraient la représentation nationale de toutes les incertitudes, de toutes les transactions familières aux opinions chancelantes et aux dévouements d'apparat.

Que le peuple s'en défie donc et les repousse. Mieux vaudrait des adversaires déclarés que ces amis douteux.

Citoyen commissaire, ce qui fait la grandeur du mandat de représentant, c'est qu'il investit celui qui en est revêtu du pouvoir souverain d'interpréter et de traduire l'intérêt et la volonté de tous.

Or, celui-là seul en usera dignement qui ne reculera devant aucune des conséquences du triple dogme de la liberté, de l'égalité, de la fraternité.

La liberté, c'est l'exercice de toutes les facultés que nous tenons de la nature, gouvernées par notre raison.

L'égalité, c'est la participation de tous les citoyens aux avantages sociaux, sans autre distinction que celles de la vertu et du talent.

La fraternité, c'est la loi de l'amour unissant les hommes, et de tous faisant les membres d'une même famille.

De là découlent : l'abolition de tout privilège, la répartition de l'impôt en raison de la fortune, un droit proportionnel et progressif sur les successions, une magistrature librement élue et le plus complet développement de l'institution du jury, le service militaire pesant également sur tous, une éducation gratuite et égale pour tous, l'instrument du travail assuré à tous, la reconstitution démocratique de l'industrie et du crédit, l'association volontaire partout substituée aux impulsions désordonnées de l'égoïsme.

Quiconque n'est pas décidé à sacrifier son repos, son avenir, sa vie au triomphe de ces idées, quiconque ne sent pas que la société ancienne a péri et qu'il faut en édifier une nouvelle, ne serait qu'un député tiède et dangereux. Son influence compromettrait la paix de la France.

J'ose croire, citoyen commissaire, que ces pensées sont les vôtres, et qu'elles trouveront en vous un interprète sûr et dévoué. Laissez-moi vous dire que vous ajouterez à l'autorité morale des résolutions qu'elles vous inspireront en donnant l'exemple de l'abnégation personnelle et de la réserve dans la recherche des suffrages. Ce serait bien mal comprendre, ce serait abaisser votre mission que de la consacrer à faire réussir votre candidature. Votre dignité en souffrirait autant que le pouvoir de la République. Si vos concitoyens viennent à vous, acceptez leur mandat comme la plus noble récompense de vos travaux; mais gardez-vous de solliciter ce qui cesserait d'avoir du prix le jour où on pourrait soupçonner que le commissaire a fait le député. Le Gouvernement vous tiendra compte du soin avec lequel vous vous conformerez à cette partie de ses instructions. N'oubliez pas que nous nous devons tous au pays, qui attend de nous de grandes choses, et que l'heure est venue d'élever notre âme au-dessus de toutes les préoccupations de l'intérêt privé.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur,

LEDRU-ROLLIN.

Circulaire du ministre de l'intérieur.

Paris, 11 avril 1848.

Cet écrit est la suite et le complément de l'instruction sur les opérations des assemblées électorales. Ce docu-

(VOIR LE SUPPLÉMENT.)

SUPPLÉMENT à LA COMMUNE du 23 avril.

ment est d'une telle dimension que nous sommes obligés de l'analyser rapidement et d'en extraire les principaux passages.

Les élections pourront se faire sous une halle couverte, protégée par des barrières. Il sera bon de préparer plusieurs boîtes si on prévoit qu'une seule ne pourra suffire. On disposera des bancs, des sièges, des tables pour les scrutateurs. L'art. 18 de l'instruction du 18 mars établit le juge de paix ou un de ses suppléants président de l'assemblée électorale; si ce magistrat en était empêché, il devra en informer le maire, qui trouvera un suppléant. Les soins préparatoires seront dans les attributions du maire, dans les communes où se réunira une section. Les conseils municipaux des cantons ou des communes se réuniront le 22 pour nommer les scrutateurs. Les six premiers conseillers municipaux seront choisis, s'il n'y a dans l'endroit qu'une assemblée électorale; s'il y en a plusieurs, ils s'arrangeront entre eux pour fournir des scrutateurs à chacune d'elles; à défaut d'accord, le sort décidera. Mais dans les villes où il y aura cinq ou six assemblées, et qui ne pourront fournir trente scrutateurs, on désignera des électeurs pour compléter les bureaux. Il en sera de même dans les villes ayant moins de cinq cantons, et dans les communes chefs-lieux d'un seul canton, où l'assemblée sera partagée en plusieurs sections. Le commissaire du département devra recomposer le conseil municipal s'il se trouve dissous avant l'époque des élections. On déposera sur le bureau : 1° un exemplaire des décrets du 5 et du 26 mars; 2° les feuilles d'inscription des votants, en nombre égal à celui des communes du canton ou de la section; 3° les listes et tableaux de rectification.

Les électeurs seront appelés selon l'ordre de la liste; chacun, en se rendant au bureau, montrera sa carte au président; les votes seront constatés au fur et à mesure. Le nombre total des bulletins sera comparé avec celui des votes émis. Quant aux procédés, les autorités locales conservent toute latitude.

(Suivent les indications sur la forme, les dimensions et la disposition de ces feuilles de dépouillement, et sur divers modes de notations de suffrages.)

Un des scrutateurs ouvrira les bulletins et les montrera à l'un de ses collègues, de manière que, lorsque chaque nom inscrit sera dicté aux deux autres scrutateurs, il sera lu des yeux à la fois par les deux premiers.

Les deux autres scrutateurs inscriront simultanément sur les feuilles de dépouillement ci-dessus mentionnées les suffrages obtenus par les divers candidats. Ils devront s'avertir mutuellement lorsqu'ils auront noté dix voix données à un même citoyen.

Quand le dépouillement d'un groupe de bulletins sera terminé, un des scrutateurs supplémentaires consignera dans la dernière colonne le nombre de suffrages obtenus par chaque candidat. La feuille de dépouillement sera signée par les quatre scrutateurs supplémentaires.

Ces relevés seront remis au bureau avec les bulletins qui auraient donné lieu à contestation. Lorsque les scrutateurs supplémentaires ne seront pas d'accord sur l'attribution d'un suffrage à tel candidat, ils devront s'abstenir d'en tenir compte, et l'un d'eux écrira en regard du nom douteux : *à vérifier*, avec son paraphe et ceux de ses collègues. L'attribution de ce suffrage ne sera faite que par le bureau, qui statuera, les scrutateurs supplémentaires ayant seulement voix consultative.

Si un bulletin contient plus de noms qu'il n'y a de représentants à élire, les scrutateurs ne tiendront pas compte des noms inscrits en excédant de ce nombre. Ils devront, à cet effet, vérifier d'abord le nombre de noms portés sur chaque bulletin.

Les bulletins qui contiendraient un nombre de noms moindre que celui des représentants à élire n'en devraient pas moins être admis. La volonté de l'électeur qui croit devoir restreindre ses choix pour les faire avec plus de lumières et de soin doit être respectée.

Si un bulletin contenait deux ou plusieurs fois le nom d'un même candidat, ce nom ne serait compté qu'une seule fois. Les scrutateurs devront apporter une attention particulière, afin d'éviter le grave inconvénient qui résulterait de ce double emploi.

Les scrutateurs ne tiendront pas compte non plus des bulletins qui contiendraient autre chose que des noms, ou qui contiendraient des noms évidemment dérisoires. Ils les porteront au bureau, qui statuera.

Ils ne devront pas non plus donner lecture des observations ni des injures qui accompagneraient les noms des candidats.

En un mot, les scrutateurs ne mentionneront sur les feuilles de dépouillement que les suffrages qui ne leur présenteront point de doute sur la désignation. Ils n'apporteront au bureau que des bulletins tout à fait laissés en dehors des supputations inscrites aux feuilles de dépouillement, ou contenant un ou plusieurs noms dont l'appréciation présenterait des motifs d'incertitude, qui, par conséquent, n'auraient pas été compris dans cette supputation et qui auraient été à cet effet réservés pour être vérifiés suivant l'annotation marginale.

Le bureau, avant de statuer, fera brûler tous les bulletins non réservés; puis il procédera à l'addition des suffrages obtenus par les divers candidats sur les feuilles de dépouillement des divers groupes.

Ensuite il s'occupera des bulletins et des suffrages mis en réserve. Il ajoutera au relevé total des suffrages obtenus par les candidats ceux qui résulteront de ses décisions, fera brûler ceux sur lesquels il ne restera dans son opinion aucune difficulté à éclaircir. Les autres seront paraphés par les membres du bureau et annexés au procès-verbal.

Comme le dépouillement exigera quelquefois un temps fort long, il ne sera pas toujours possible qu'il soit terminé dans la soirée et même dans la nuit. Il est désirable, cependant, que cette opération soit accomplie sans interrompre. En cas d'impossibilité, elle serait interrompue. Le bureau réunirait et constaterait les résultats du dépouillement opéré par les scrutateurs supplémentaires. Ceux-ci marqueraient sur les feuilles de dépouillement, en y apposant leurs paraphes, la place où cessent pour chaque candidat les annotations de suffrages déjà faites. Les bulletins dépouillés et non réservés seront brûlés. Les autres se-

ront déposés sous clef, ainsi que les feuilles de dépouillement, dans un lieu fermé à clef et gardé par des factionnaires, et le dépouillement serait repris le lendemain.

Lorsqu'une assemblée cantonale sera partagée en sections, les présidents et membres des divers bureaux porteront au bureau central le résultat des dépouillements des votes de leurs sections respectives.

Le procès-verbal établira le nombre définitif de suffrages obtenus par chacun des candidats, et mentionnera les observations relatives à certains votes et les décisions prises à cet égard.

Le jour où le recensement des votes se fera au chef-lieu de département sera déterminé d'avance par le commissaire du Gouvernement, en raison des distances à parcourir, de la durée qui aura été assignée aux plus nombreuses assemblées cantonales et de la longueur présumée du dépouillement des scrutins.

L'heure devra être au milieu de la journée, par exemple, deux heures après midi, pour donner le temps d'arriver aux délégués d'un canton éloigné ou d'un canton dans lequel le dépouillement du scrutin n'aurait été terminé que dans la nuit.

Le recensement ne peut avoir lieu avant le 23 avril. Il devra être fixé au 26 pour un grand nombre de départements.

Il devra être retardé jusqu'au 27 et même au 28 dans les départements où les opérations d'une assemblée cantonale très-nombreuse prendront trois jours, savoir : les 25, 24 et 23 du mois, et où la longueur du dépouillement des scrutins emploiera une partie du 26.

Le commissaire du département déterminera d'avance, par un arrêté qu'il adressera à tous les présidents, le jour et l'heure qu'il aura fixés.

Le recensement aura lieu à l'hôtel de ville du chef-lieu, en présence des délégués des assemblées de canton mentionnées ci-dessus.

Ils formeront le bureau central, lequel sera présidé par le président de l'assemblée cantonale qui s'y est tenue, soit le juge de paix, soit un de ses suppléants.

S'il y a dans cette ville plusieurs justices de paix ou plusieurs assemblées cantonales, la présidence appartiendra au doyen d'âge des présidents des assemblées de canton tenues dans la ville, quelle que soit sa qualité de juge de paix ou de suppléant.

Le bureau central désignera un de ses membres pour faire les fonctions de secrétaire.

Le commissaire du Gouvernement dans le département fera déposer sur le bureau les procès-verbaux qu'il aura reçus des divers points de la République, constatant les votes des citoyens du département appartenant à l'armée de terre ou de mer, et qui auront été appelés à exercer leurs droits dans les garnisons, ports ou autres postes où ils se trouveraient en résidence.

Il sera donné lecture des procès-verbaux des diverses assemblées et des réclamations qu'ils contiendraient. Le bureau pourra donner son avis sur les réclamations. Elles seront jointes au procès-verbal comme documents propres à éclaircir la décision de l'Assemblée nationale, à laquelle il appartient de statuer définitivement sur la vérification des pouvoirs de ses membres.

Le bureau central n'aura pas à revenir sur les attributions de bulletins faites par les assemblées cantonales. Il se bornera à faire le recensement des votes suivant les procès-verbaux arrêtés par ces assemblées.

Semblablement, si des candidats faisaient connaître qu'ils n'accepteraient point l'élection au cas où ils obtiendraient la majorité légale, le bureau central ferait mention de leur déclaration, mais sans y donner d'autre suite. Ce serait à l'Assemblée nationale à statuer.

Après le recensement, il proclamera *représentants du peuple*, selon l'ordre des suffrages obtenus, les candidats qui en auraient réuni 2,000 au moins.

Si un nombre de candidats plus considérable que celui des représentants à élire obtenait cette majorité, celui ou ceux qui auraient obtenu le plus de voix seraient seuls déclarés représentants.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé serait proclamé, sauf décision ultérieure de l'Assemblée nationale.

Si, au contraire, le nombre des candidats ayant obtenu la majorité exigée par l'art. 9 du décret du 5 mars était inférieur à celui des représentants attribués au département, le bureau central ne proclamerait que les citoyens réunissant ce nombre de suffrages, et la représentation du département serait complétée par une nouvelle élection qui aurait lieu huit jours plus tard. A cet effet, le commissaire du département convoquerait immédiatement les assemblées électorales.

Après la proclamation des représentants élus, les membres du bureau central et départemental signeront le procès-verbal.

Il sera remis, avec les réclamations et avec les bulletins contestés, au commissaire du département, qui en fera immédiatement l'envoi au ministre de l'intérieur.

Circulaire du ministre de l'intérieur aux citoyens commissaires du Gouvernement provisoire dans les départements.

Paris, le 17 avril 1848.

Citoyen commissaire, plusieurs de vos collègues m'ont demandé si je transmettrais des modèles de procès-verbaux pour les opérations des assemblées électorales de canton qui éliront des représentants à l'Assemblée nationale. Jusqu'à présent, et pour l'application des divers systèmes d'élections, le Gouvernement s'est borné à envoyer des instructions propres à diriger les bureaux de ces assemblées et à guider les secrétaires dans la rédaction des procès-verbaux. C'est un soin que j'ai pris en vous adressant, le 8 de ce mois, une instruction détaillée concernant l'exécution des décrets des 5 et 8 de ce mois. Aux motifs qui avaient déterminé jusqu'ici l'administration supérieure à ne point arrêter de formules générales imprimées d'avance, s'en ajoutait un autre : c'était de laisser aux autorités locales une certaine latitude dans le choix des procédés à employer pour la pratique du nouveau système électoral, qui diffère si essentiellement de ceux qui l'ont précédé.

Toutefois je crois devoir, citoyen commissaire, re-

mettre sous vos yeux les faits principaux qu'il importe de consigner dans les procès-verbaux que dresseront les secrétaires des assemblées électorales, sous la direction des présidents de ces assemblées. J'y joindrai quelques éclaircissements et quelques observations nouvelles.

1° Le procès-verbal devra mentionner les noms des président et scrutateurs, et le titre à raison duquel ils remplissent ces fonctions, particulièrement s'ils sont appelés au défaut des personnes désignées par l'article 18 de l'instruction du 8 mars. Il relatera la nomination du secrétaire.

2° L'heure d'ouverture et l'heure de levée de la séance de chacun des jours de la session électorale y seront exactement indiquées.

3° Il en sera de même des pièces qui devront être déposées sur le bureau (instruction du 8 avril, pages 5 et 6).

4° Mention y sera faite que les électeurs ont été introduits et appelés à voter successivement par ordre de commune, sans qu'il soit besoin d'énumérer les noms des communes et l'ordre dans lequel elles ont été appelées. Cependant ce détail peut y être inséré sans inconvénient (1).

5° Il mentionnera également que le réappel à eu lieu, et qu'il a été terminé une heure au moins avant la clôture définitive du scrutin (instruction du 8 mars, art. 28).

6° Le procès-verbal énoncera, lorsque cette circonstance sera présentée, que des électeurs sont venus isolément déposer leur vote, soit avant, soit après l'appel ou le réappel de leur commune.

7° Il est essentiel d'y mentionner que les bulletins ont été remis entièrement fermés au président, et qu'il s'est assuré que chaque pli ne contenait qu'un seul bulletin.

8° Il importe aussi de mentionner qu'un des membres du bureau a constaté le vote de chaque électeur en inscrivant son nom ou son paraphe en regard du nom du votant.

9° Le procès-verbal énoncera qu'à la fin de chaque séance, la boîte du scrutin a été fermée et scellée, et qu'elle a été déposée dans un local fermé, sous la garde d'un poste de garde nationale, avec des factionnaires aux diverses issues (instruction du 8 avril, p. 9).

S'il a été nécessaire de se servir de plusieurs boîtes, chacune d'elle devra être fermée et scellée aussitôt qu'on cessera d'y déposer des bulletins.

Le second ou le troisième jour de la session, le bureau, en commençant la séance, lèvera le scellé de la boîte, où les bulletins continueront à être déposés.

10° Le bureau devra inscrire au procès-verbal le nombre des bulletins retirés de la boîte ou des boîtes de scrutin. (Instruction du 8 mars, art. 29.) Ainsi qu'il énonce cet article, il sera difficile de rencontrer une parfaite égalité entre ce nombre et celui des votants constaté par l'émargement, attendu qu'il peut arriver que des scrutateurs omettent d'accomplir cette formalité. Il est nécessaire cependant d'apporter beaucoup de soin tant à l'émargement qu'à la supputation du nombre des bulletins, pour réduire aux moindres limites les différences qui peuvent se présenter.

11° Il convient que les noms des scrutateurs supplémentaires, désignés par le bureau pour le dépouillement des votes, soient insérés au procès-verbal.

12° Si l'indication contenue dans l'instruction du 8 avril, page 15, est suivie, le procès-verbal constatera que les bulletins ont été distribués par compte aux divers groupes de scrutateurs, et remis, dans la même forme et en même nombre, au bureau, après avoir été dépouillés, et que le bureau a constaté cette identité.

13° Le bureau devra consigner, soit dans le procès-verbal lui-même, soit sur une feuille annexée et signée de ses membres, que tel groupe de scrutateurs supplémentaires a remis *tel nombre* de bulletins ne donnant pas lieu à contestation, et *tel nombre* de bulletins sur lesquels le bureau a dû statuer.

Ces derniers contiendront presque toujours des noms sur lesquels il n'existera pas de difficulté. Les scrutateurs supplémentaires devront les relever sur les feuilles de dépouillement. Ils ne marqueront donc comme étant à vérifier que les noms sur l'attribution desquels ils ne seraient pas d'accord. (Instruction du 8 avril, pages 15, 15 et 16.) S'il y avait trop peu de place à côté de ce nom pour y inscrire les mots : *à vérifier*, et les paraphes, ces mentions seraient faites en haut ou en bas du bulletin, ou au verso, avec un renvoi.

14° Le procès-verbal mentionnera la remise au bureau par les divers groupes de scrutateurs supplémentaires des feuilles de dépouillement et des bulletins contestés.

15° Il constatera également l'incinération des bulletins qui n'auront pas donné lieu à difficulté, et de ceux sur lesquels le bureau aura statué définitivement.

16° Le bureau relatera le nombre des bulletins qu'il aura cru devoir annexer au procès-verbal, et il indiquera sur ces bulletins, dans la forme énoncée ci-dessus, les attributions qu'il aura données aux inscriptions douteuses.

17° Dans le cas où l'opération du dépouillement serait interrompue le soir pour être reprise le lendemain, les feuilles de dépouillement seraient remises au bureau, qui en ferait le relevé. Ce relevé, ainsi que les feuilles de dépouillement, les bulletins contestés et les bulletins non dépouillés, seraient renfermés dans des paquets différents, cachetés et numérotés, qui seraient déposés sous clef, avec observation des garanties indiquées dans l'instruction du 8 mars (art. 26), pour les boîtes de scrutin. Les bulletins dépouillés et non contestés seraient brûlés. Mention de ces formalités serait faite au procès-verbal.

18° Il devra aussi constater que des électeurs ont été admis successivement dans la salle pour assister au dépouillement du scrutin. (Instruction du 8 avril, page 11.)

19° Enfin il mentionnera que quatre membres au moins ont toujours été présents au bureau. (Instruction du 8 avril, page 17.)

20° Le procès-verbal contiendra séparément la mention des suffrages qui, n'ayant pas reçu d'attribution

(1) Si un électeur, entré avec les citoyens de sa commune, se trouvait avoir perdu sa carte, il pourrait cependant être admis à voter, après que son identité aurait été constatée par le maire présent au bureau.

de la part des scrutateurs supplémentaires, auront été comptés par le bureau à tel candidat.

21° Enfin il relatera le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat, tant par suite du dépouillement opéré par les scrutateurs supplémentaires qu'en vertu des décisions du bureau sur les bulletins douteux.

22° Il importe que tous les suffrages désignant des candidats soient relevés et portés en regard du nom de chacun d'eux. On ne peut en négliger aucun, attendu qu'un citoyen, ayant obtenu très-peu de voix dans un canton ou dans une section de canton, peut en avoir réuni un nombre considérable dans d'autres cantons. Il n'y a lieu de rejeter que les suffrages évidemment dérisoires et ne pouvant s'appliquer à un citoyen français. (Instruction du 8 avril, page 46.)

23° Le procès-verbal devra porter les signatures de tous les membres du bureau.

24° S'il y a plusieurs sections dans le canton, le bureau de chaque assemblée sectionnaire dressera un procès-verbal et le portera au bureau central, présidé par le juge de paix. Ce bureau fera le recensement général des votes du canton, qui sera signé par les membres des divers bureaux.

25° Le procès-verbal dressé au chef-lieu du département par le bureau central et départemental des délégués des cantons constatera la lecture des procès-verbaux des assemblées cantonales et des assemblées d'électeurs militaires et marins du département, et présentera les résultats du recensement général des votes de ces assemblées. On pourra négliger d'y inscrire les votes attribués aux candidats qui n'auront obtenu qu'un très-petit nombre de suffrages. Mais il est important d'y mentionner très-soigneusement, dans l'ordre de suffrages, tous les candidats qui en auront obtenu plus de deux mille, lors même qu'ils ne seraient pas proclamés représentants du peuple, comme excédant le contingent assigné au département.

26° Le procès-verbal du recensement général des votes au chef-lieu sera rédigé en deux exemplaires, signés par le président et le secrétaire et par les autres membres du bureau central. Une de ces minutes, accompagnée des réclamations et autres annexes, ainsi que des procès-verbaux des diverses assemblées, me sera adressée immédiatement.

La seconde minute restera déposée aux archives départementales.

Vous garderez également aux archives les feuilles d'inscription des votants. Je vous les demanderai dans le cas où l'Assemblée nationale en aurait besoin pour quelque vérification.

Je joins, citoyen commissaire, aux exemplaires que je vous transmets de la présente circulaire, d'autres exemplaires en nombre égal à celui que vous avez reçu de l'instruction du 8 avril, pour être remis aux présidents des assemblées de canton et de section.

Salut et fraternité.

*Le membre du Gouvernement provisoire,
ministre de l'intérieur,
LEDRU-ROLLIN.*

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

*Proclamation du Gouvernement provisoire au peuple,
à la garde nationale et à l'armée.*

L'unité du peuple, de la garde nationale et de l'armée, qui est la pensée du Gouvernement et la nécessité de la République démocratique, est désormais accomplie. La journée d'hier a montré aux yeux ce qui était dans les cœurs : il n'y a plus qu'un peuple ; ce peuple est confondu et armé pour défendre dans l'ordre la République.

Citoyens, ne vous étonnez pas qu'un cri de joie et de reconnaissance unanime de tous les membres du Gouvernement réponde à ces millions de cris du peuple innombrable qui a passé hier devant nous en présentant d'une main des armes au Gouvernement provisoire, en faisant de l'autre main le geste du serment à la République.

Jamais la royauté ni l'empire n'ont assisté à une semblable revue ! car c'étaient des armées qui passaient devant eux ; ici c'était un peuple ! et le peuple n'avait qu'une âme, et cette âme c'était la fraternité ! Cet arc de triomphe, élevé à la mémoire d'un conquérant, se rapetissait devant cette multitude ; le génie militaire du conquérant s'effaçait devant le génie du peuple. C'est le caractère du grand mouvement que nous accomplissons. Les individualités disparaissent, le peuple grandit.

Nous voudrions conserver à la postérité la fidèle image de ce grand jour fraternel ; cette forêt flottante de baïonnettes que seize heures n'ont pas suffi pour écrouler au pas de charge ; ces fleurs, ces pavillons, ces rameaux au bout des fusils, symboles de paix dans la force ; ces bataillons accourus des villes et des villages les plus éloignés, avec une partie de leur population ; ces régiments composés de nos fils et de nos frères, rentrant dans la capitale réconciliés et entraînés dans les groupes armés ou désarmés du peuple ; ces visages qui ne respiraient que la concorde, la confiance, la sérénité de l'ordre et de la liberté ; ces cris dont pas un seul n'a été un cri de haine ou d'alarme ; cette unanimité d'adhésion à quelques citoyens modestes, laborieux, chargés par les circonstances de veiller au salut de tous ; ce recueillement enfin, en rentrant aux flambeaux dans les rues de Paris spontanément illuminées comme pour prolonger plus avant encore dans la nuit ce jour trop court pour laisser contempler l'armée pacifique de la fraternisation ! Conservez du moins cette image dans vos cœurs ! L'Europe et la France le sauront demain : l'Europe, pour mesurer l'incommensurable puissance d'une nation qui, dans une seule ville, peut armer 500,000 hommes en une nuit ; la France, pour se réjouir de l'esprit qui anime l'universalité de sa capitale et pour dissiper les craintes que les ennemis de la République pourraient répandre contre la raison et la perpétuité de la République.

Vous l'avez vu, citoyens ! et la France le verra par vos yeux après vous !

Quand Paris armé est debout, tout s'abaisse et disparaît devant son attitude.

L'ordre est garanti.

La sécurité et l'indépendance de la représentation nationale sont assurées.

La famille et la propriété sont sacrées.

Les industries sont libres.

Le crédit remonte.

Le numéraire, enfoui par la défiance, reparait.

Le travail, cette propriété des travailleurs, est créé par le Gouvernement, entouré d'institutions protectrices des droits du plus pauvre et du plus faible.

La fraternité ne sera pas seulement une cérémonie, elle sera la loi.

La République, impérissable dans sa force et invariable dans sa marche, continuera la révolution, mais la continuera au profit de tous ; elle sera une, comme vous avez été un. Donnez-lui le temps et la force, elle vous rendra la justice entre toutes les classes, l'égalité entre tous les intérêts, l'union entre tous les cœurs, l'influence au dehors, la sécurité au dedans.

Paris, le 21 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Bibliothèque du ministère de l'intérieur.

Le ministre de l'intérieur,

Voulant assurer en même temps la publicité et la conservation de la bibliothèque du ministère de l'intérieur ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La bibliothèque du ministère passe dans les attributions de la direction de la librairie et des théâtres, bureau de la librairie.

Art. 2. A l'avenir, la bibliothèque sera ouverte au public sur la présentation de cartes d'admission délivrées par le directeur de la librairie et des théâtres.

Art. 3. Il sera, dans le plus bref délai, procédé au classement et à la confection du catalogue raisonné des ouvrages. Ce travail fait et une estampille apposée sur chaque exemplaire, il nous sera présenté un projet de règlement. Il est arrêté dès à présent : 1^o qu'aucun ouvrage ne pourra sortir de la bibliothèque par quelque considération que ce soit ; 2^o que tous les six mois il sera fait un recensement des ouvrages en présence du directeur de la librairie et des théâtres.

Art. 4. L'époque de l'ouverture de la bibliothèque du ministère de l'intérieur sera ultérieurement fixée.

LEDRU-ROLLIN.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le Gouvernement provisoire a décrété la formation d'une commission qui, sous la présidence du citoyen Flocon, membre du Gouvernement provisoire, fera un rapport sur le cumul des fonctions publiques salariées.

Faits divers.

Les cinq ou six mille hommes qui sont entrés dans Paris avant-hier vont définitivement rester dans la capitale.

Huit mille hommes d'infanterie sont en outre entrés aujourd'hui. Cette force ne sera point augmentée jusqu'au moment où les élections seront terminées.

— On lit dans le *Journal de Toul* :

« Le 10^e chasseurs est dirigé sur Moulins. Pour punir le régiment et faire un exemple, il ne pourra être envoyé à l'ennemi qu'après dix ans et sera considéré comme le dernier de l'armée. »

— Un citoyen qui se promenait jeudi en voiture avec sa femme et ses enfants, voyant deux soldats de la ligne qui cherchaient le logement où ils devaient se rendre, fit descendre sa petite famille, pria les deux soldats de monter à ses côtés et les emmena chez lui. On ne peut douter, d'après un si cordial empressément, des soins dont ils auront été l'objet de la part de leur hôte.

— Le prince de Metternich est arrivé à Londres ; il est remis de sa récente indisposition et paraît assez bien portant. L'ambassadeur d'Autriche, le comte d'Arboreen et lord Brougham lui ont rendu visite hier. Le duc de Wellington, dès hier, était allé s'informer à l'hôtel de Brunswick si le prince était arrivé. On croit que M. de Metternich sera reçu par son vieil ami à Strathfieldsaye. Le prince et la princesse doivent garder autant que possible leur incognito ; ils se nomment M. et Mme Mittigna. Le prince doit quitter Londres sous peu de jours et s'établir à Clithonae ou à Brighton.

— La 5^e légion était convoquée pour ce matin, à huit heures, sur la place des Victoires pour y être passée en revue par le citoyen maire de Paris et les membres du Gouvernement provisoire.

Cette convocation s'expliquait aujourd'hui par le fait suivant :

Cette légion était arrivée, dit-on, au rond-point des Champs-Élysées, lorsqu'un ordre du général Courtais vint avertir le colonel Thirion que l'heure étant déjà fort avancée et la nuit presque close, on le priait de faire rentrer les gardes nationaux dans leur quartier, la revue ne pouvant plus continuer. Étonnement du colonel, qui représente qu'après douze heures passées sous les armes, il ne peut donner un pareil ordre ; insistance du général ; enfin, le colonel et le lieutenant-colonel déclarent donner leur démission, remettent leur épée au fourreau et reprennent leur route par un à-gauche par l'allée des Veuves.

La tête de la légion les suit sans connaître le motif de leur départ : déjà trois ou quatre compagnies ont quitté la grande avenue des Champs-Élysées, lorsque le reste de la légion éprouve un obstacle dans sa marche par la rencontre d'un corps de troupe qui descendait de l'arc-de-triomphe de l'Étoile. Quand la route est redevenue libre, la 5^e légion continue sa marche et arrive devant le Gouvernement provisoire sans son état-major. Les autres légions avaient suivi, sans se douter de l'événement qui avait failli interrompre le défilé.

C'est pour réparer ce malentendu que la 5^e légion sera de nouveau passée en revue demain.

— Dans la réunion d'hier, le Gouvernement provisoire a décidé que, par exception et en raison des circonstances, le général Courtais, commandant supérieur de la garde nationale, est autorisé à faire battre le rappel

sous sa responsabilité et sauf à en référer immédiatement au ministère de l'intérieur ou au maire de Paris.

— Le 11^e régiment d'infanterie légère, qui compte dans ses rangs un assez grand nombre d'enfants de Paris, est arrivé à Vincennes pour y tenir garnison. Ce beaux régiment est commandé par le brave colonel Damesme, officier d'un patriotisme éprouvé, et dont les bulletins de l'armée d'Afrique nous ont depuis longtemps fait connaître le nom de la manière la plus honorable. Une blessure très-grave l'a forcé, il y a quelque temps, de quitter l'armée d'Afrique, où ses brillants services lui eussent fait promptement obtenir le grade de général. Homme de cœur, d'expérience et d'énergie, la République n'aura certainement pas un défenseur plus dévoué.

— Tout le monde a pu remarquer jeudi, à la distribution des drapeaux, un gros chien griffon, assez laid, couleur jaunâtre, couché sur les marches de l'estrade et aux pieds des membres du Gouvernement provisoire. Ce chien, dont le maître, homme du peuple, a été tué aux barricades en combattant dans les journées de février, a lui-même été blessé à côté de son maître d'un coup de feu à la cuisse et d'un coup de sabre à l'épaule droite ; la cicatrice est encore visible. Il a eu, en outre, la patte droite de devant écrasée par le cheval d'un garde municipal ; il boite et boitera toujours. Ce chien était entré blessé et meurtri à l'hôtel de ville le 24 février, en même temps que le peuple, et ne l'avait pas quitté depuis. Il a suivi la garde républicaine, qui l'a adopté, à la distribution des drapeaux, et répond au nom de *Barricade*. Il se trouve perdu. La garde républicaine prie les citoyens qui le trouveront de le renvoyer à l'hôtel de ville, et les journaux d'être assez bons pour reproduire ce petit article.

— Un bataillon de la garde mobile, fort de 668 hommes, est arrivé à Amiens avant-hier soir, à minuit. Ce bataillon a dû bivouaquer à l'hôtel de ville. Il devait être le lendemain logé chez les habitants, comme l'était déjà un bataillon du 1^{er} léger, arrivé de Versailles dans la matinée.

Ces forces militaires ont trouvé Amiens fort tranquille. « Nous ne doutons pas, dit le *Journal de la Somme*, que la meilleure harmonie ne règne entre les hôtes de notre cité et la presque unanimité de ses habitants. »

— Le général Davivier, par l'ordre du jour suivant, vient de faire connaître à la garde nationale mobile la belle conduite que le 5^e bataillon a tenue à Amiens :

« 21 avril.

« Le général commandant se hâte de porter à la connaissance de la garde nationale mobile les nouvelles qu'il a reçues du 5^e bataillon, parti momentanément pour Amiens.

« Le bataillon, parti le 19, à midi, s'est arrêté d'abord à Breteuil. Le soir, à minuit, il est entré avec ordre et dans une tranquillité parfaite à Amiens.

« Le 20, il y a eu de la part de la population une manifestation toute fraternelle, toute pacifique, en faveur du Gouvernement provisoire, de l'armée et de la garde nationale mobile de Paris. Le 5^e bataillon s'est fait admirer par sa bonne contenance, sa discipline et son dévouement à l'ordre public.

« Le 21, une grande revue a dû avoir lieu de la garde nationale d'Amiens, de la garde mobile et de l'armée.

« Ainsi se scelle de plus en plus, pour l'intérêt d'une sage république, l'alliance entre la garde mobile de Paris et la garde nationale des départements, reconstituée sur une base plus large et plus profondément enracinée dans le peuple. Ces nouvelles sont excellentes.

« Que Dieu garde la République !

« Signé général DUVIVIER. »

— Le chiffre des citoyens armés et non armés qui ont défilé avant-hier, durant douze heures, par sections serrées, devant le Gouvernement provisoire, à l'arc de l'Étoile, est exactement connu : il était de 534,300, et composé ainsi qu'il suit :

Les douze légions de la garde nationale à pied, dont plusieurs comptaient de 35 à 40,000 hommes ;

La légion de cavalerie ;

Les quatre légions de la banlieue, avec leur cavalerie et leur artillerie ;

Les vingt-cinq bataillons de la garde mobile ;

La garde républicaine, à pied et à cheval ;

Les sapeurs-pompiers ;

Les citoyens appartenant aux ateliers nationaux ;

Les 28^e, 29^e, 34^e, 43^e, 69^e et 74^e de ligne ;

Les 1^{er}, 7^e, 11^e, 12^e, 18^e, 21^e, 23^e, 25^e régiments d'infanterie légère ;

Le 1^{er} carabiniers ; les 1^{er}, 2^e et 3^e cuirassiers ; les 2^e et 8^e dragons ; le 9^e hussards, des lanciers ; les 6^e, 8^e et 9^e d'artillerie, régiments de l'armée dont quelques-uns étaient au complet, dont quelques autres étaient représentés par des détachements.

— Des billets de logement avaient été préparés pour la troupe de ligne dans plusieurs maisons ; mais il est probable que bon nombre de soldats n'auront pas usé des billets qui leur étaient distribués, la plupart ayant été emmenés au moment du défilé par des gardes nationaux qui leur ont offert une hospitalité spontanée.

— L'ordre vient d'être envoyé au 15^e de ligne, en garnison à Metz, de se rendre à l'armée des Alpes.

Le télégraphe a également transmis au 15^e d'artillerie, qui tient garnison dans cette place, l'ordre d'organiser pour la guerre une batterie à cheval. Aussitôt que cette batterie sera prête, on en informera par le télégraphe le ministre de la guerre, qui lui assignera sa destination.

Quatre compagnies du 1^{er} régiment du génie viennent d'être mises sur le pied de guerre.

— L'armée de l'Est va être définitivement composée de quatre divisions, dont une de cavalerie. Chaque division d'infanterie aura trois brigades ; la division de cavalerie en comptera quatre, c'est-à-dire une de cavalerie de réserve, deux de cavalerie de ligne et une de cavalerie légère.

Le commandement de cette armée sera réservé, en cas de guerre, à M. le général de division Changarnier.

Le rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiens, 2.